2). La revision des loix concernant la Tenure Féodale dans le but d'en faire disparaître les dispositions qui peuvent nuire à l'accroissement des propriétés et aux entreprises de l'industrie en ménageant toutefois les intérêts et les droits actuels du Seigneur et du Censitaire.

3o. Des modifications également dans les loix qui règlent le Douaire Continuier, dont l'effet est souvent d'amener la ruine des familles et d'empêcher une foule de transactions de se conclure avec avantage.

4o. L'établissement d'un système hypothécaire qui protège à la fois le propriétaire et son créancier, et qui permette aux Capitaux de reposer avec sûreté sur un gage certain.

5. Des loix de Commerce qui en règlent mieux les intérêts et la sûreté, ainsi que des arrangemens mutuels avec la Province voisine dans le but de faciliter autant que possible, ses communications commerciales avec la nôtre. C'est en étendant la chaîne du commerce des deux Provinces qu'on imprimera une plus grande vigueur à l'industrie et à l'agriculture, sources principales de la richesse d'un pays.

Telles sont, entre autres moins importantes, les réformes sur lesquelles se portera plus particulièrement l'attention de l'Association, dans le but de lever tous les obstacles qui se sont opposés jusqu'à ce jour à la prospérité de ce Pays et l'ont empêché de se mettre au niveau de ceux qui l'entourent malgré les avantages que pouvaient lui procurer son étendue, la salubrité de son climat, l'extrême fertilité de son sol, et plus encore le caractère de ses habitans dont la presque totalité descend des deux peuples les plus civilisés et les plus industrieux de l'Europe.

D'après l'exposé ci-dessus des vues et des sentimens de l'Association Loyale Canadienne, son objet sera donc :—1o. De travailler avec ardeur à ramener l'union et la bonne intelligence entre tous les sujets de Sa Majesté en cette Province comme étant les seules bases sur lesquelles peut s'appuyer la prospérité générale.

2o. De s'opposer à tous partis extrêmes et à toutes doctrines subversives de la morale ou de l'ordre public.

3o. De propager toutes celles qui sont propres à assurer le bonheur du peuple et à raffermir et étendre ses institutions.

4o. D'employer toute son influence à l'encouragement de l'Agriculture, des manufactures et du commerce du Pays ainsi qu'à l'augmentation et amélioration de ses communications intérieures et de celles nécessaires à ses relations avec les Provinces voisines.

5o. De travailler à répandre les bienfaits de l'éducation dans toutes les classes du peuple ; l'étendue de ses connaissances sur les liens réciproques de la Société pouvant seule former la mesure de sa modération et assurer le repos et la marche du gouvernement.

6o. De maintenir de toutes ses forces l'union avec la Mère-Patrie et une juste subordination à son autorité.

7o. Enfin de veiller attentivement à la conservation de tous les droits, libertés et privilèges qui sont garantis par la Constitution au peuple de cette Province ; s'opposant dans ce but, et avec toute l'énergie dont elle sera capable, à toutes demandes tendantes à la réunion des deux Provinces, qui aurait l'effet de détruire tous ces avantages et de replonger pour un tems indéfini la Province dans le trouble et la confusion.

PRE. DE ROCHEBLAVE, *Président.*

H. GUY,
H. E. BARRON, } *Secrétaires.*

Montréal, le 1er Février, 1838.